PETITION

Justice pour les femmes immigrées victimes de violences conjugales !

Nous sommes des femmes immigrées, venues en France après notre mariage avec un conjoint de nationalité française ou dans le cadre du regroupement familial. Nous sommes venues pour vivre une vie de couple harmonieuse et fonder une famille. Notre vie conjugale a sombré dans le cauchemar et nous avons dû subir la violence et la maltraitance conjugale dans le plus complet isolement. Nous avons dû fuir notre domicile pour protéger notre vie. En tant qu'immigrées nous subissons aujourd'hui une double peine car les lois racistes du gouvernement Sarkozy non encore abolies font que, comme tout immigré-e ayant épousé un-e français-e, nous sommes soupçonnées de l'avoir fait pour l'unique but d'avoir des papiers. En cas de rupture conjugale, nous perdons donc immédiatement nos droits au séjour dans ce pays où nous avons décidé de construire notre vie. On ne nous laisse comme choix : subir le sort d'une esclave ou d'être renvoyées dans notre pays d'origine où nous sommes rejetées du fait de notre statut de femmes divorcées qui nous met au ban de la société !!!

L'application de loi du 9 juillet 2010 (LOI n° 2010-769) relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, **est loin de répondre <u>dans les faits</u> au drame que vivent au quotidien les femmes victimes de violences et** nous laisse soumises au pouvoir discrétionnaire des préfectures et/ou des juges.

Nous exigeons :

- **Un statut autonome pour les femmes immigrées qui ne dépende pas de leur mariage.**
- Que justice soit rendue et que toutes les femmes victimes de violence conjugales (dont les femmes membres de ce collectif) puissent bénéficier d'une régularisation de leur séjour sur le territoire français.
- Que l'ordonnance de protection soit ordonnée par la loi dès le constat de violence subie par une femme.
- Une réelle protection de la loi pour ne pas placer les femmes étrangères victimes de violence conjugale dans une situation de dépendance vis à vis d'un pouvoir discrétionnaire ou de la bonne volonté des juges, des policiers ou des préfectures.

Je soutiens ces revendications

Nom/Prénom	Profession	Signature